

1441

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE

**CELLULE DE SUIVI OPERATIONNEL DES PROGRAMMES
DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE**

2

**RAPPORT DE MISSION
GROUPE CONSULTATIF DES
BAILLEURS DE FONDS DU
SENEGAL**

03 ET 04 OCTOBRE 2007

Présentation : Monsieur Ousmane KA

Les travaux du Groupe consultatif des Bailleurs de fonds du Sénégal se sont tenus les 03 et 04 octobre 2007 dans les locaux de la Banque Mondiale, 66 Avenue d'Iéna à Paris.

Ont pris part à ces travaux une forte délégation du Gouvernement, (une cinquantaine de membres dont 18 Ministres) conduite par Monsieur Cheikh Adjibou SOUMARE Premier Ministre en présence des représentants de la Coopération bilatérale, multilatérale et multi-bilatérale avec comme tête de file le Directeur des Opérations de la Banque Mondiale au Sénégal.

La cérémonie d'ouverture présidée par Monsieur le Premier Ministre a été marquée par d'importantes allocutions présentées par les représentants des institutions ci-après :

- Le Représentant du Gouvernement français pays hôte ;
- Le Représentant du Fonds Monétaire International, Monsieur Johannes Mueller, Chef de Division département Afrique ;
- Le Représentant de la Commission Européenne ;
- Le Représentant du PNUD et Coordonnateur du système des Nations Unies au Sénégal, Monsieur Bouri Sanhouidi ;
- Le Représentant de la Banque Mondiale au Sénégal, Monsieur Madani TALL.

Les Représentants de ces différentes institutions ont tour à tour, dans leurs allocutions mis l'accent sur l'importance qu'ils accordent à la rencontre du Groupe consultatif, cadre par excellence **pour renforcer le dialogue des politiques et le processus continu de concertation que développe avec succès le Sénégal.**

Ils ont également salué les initiatives fort opportunes prises par le Gouvernement du Sénégal ainsi que les progrès enregistrés à cet effet pour lutter contre la pauvreté à travers le DSRP2 et réaliser les engagements du Millénaire pour le Développement.

Ils n'ont pas manqué cependant d'attirer l'attention des autorités du Gouvernement sur un certain nombre de préoccupations dont notamment :

- **Le ralentissement de la croissance économique** même si les résultats économiques sont généralement bons. Cette situation tient selon eux à la baisse de la production agricole, à l'arrêt temporaire des exportations des ICS et à des perturbations dans le fonctionnement des sociétés publiques du secteur de l'énergie, de même que l'inflation des prix des denrées de première nécessité.
- **Le déficit budgétaire (6% du PIB)** en 2006 principalement à cause de la forte progression des subventions du secteur de l'énergie entraînant **une baisse des dépenses dans les secteurs prioritaires** et des retards de paiement aux fournisseurs du secteur privé. Il est à signaler l'engagement du Gouvernement à augmenter les dépenses prioritaires et à les faire passer à moyen terme, **à 40% des dépenses totales (DSRP2)**.

Pour y parvenir, ils ont invité le Gouvernement à intensifier ses efforts pour, entre autres :

- **Harmoniser les modalités et les procédures opérationnelles de mise en œuvre et de suivi de l'Aide Publique au Développement, de réduire les coûts et délais de transaction** tout en assurant de la **transparence et de l'efficacité** dans la **gestion des ressources** ;
- **Améliorer la capacité d'absorption, la gestion budgétaire et la prévisibilité de l'aide publique au développement.**

Dans son allocution, Monsieur le premier Ministre a quant à lui, remercié les Représentants des différentes institutions et pays amis du Sénégal pour leur soutien agissant et permanent aux efforts du Gouvernement pour lutter contre la pauvreté et atteindre les OMD.

En décidant de convoquer le Groupe Consultatif, de l'avis du Premier Ministre, son Gouvernement, exprime ainsi sa volonté de consolider le cadre de dialogue des politiques et répondre positivement aux exigences de transparence dans **la conduite de ses politiques et programmes tout en invitant ses partenaires à la construction d'une vision partagée d'un développement humain durable axé sur une croissance économique progressive, soutenue et partagée avec tous les acteurs.**

Il a également mis l'accent sur **la Stratégie de Croissance Accélérée** qui devra être concrétisée par une loi d'orientation ainsi que sur les procédures et mécanismes d'appui budgétaires, d'harmonisation et de mise en œuvre concertée des accords de Paris.

Il a tenu en outre à rassurer les partenaires au développement sur l'engagement ferme du Gouvernement à lever les contraintes identifiées et à inscrire ses actions dans une dynamique de concertation en vue de faire de notre pays, **un pays émergeant conformément à la vision du Chef de l'Etat, son Excellence Maître Abdoulaye WADE.**

Après la cérémonie d'ouverture, **six (06) sessions thématiques** ont été organisées sur des questions stratégiques que sont :

- 1. le Bilan de la mise en œuvre du DSRP1 2003-2005 ;**
- 2. La présentation du DSRP2 et de la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA) ;**
- 3. les récents développements et aspects stratégiques ;**
- 4. les instruments pour la Mise en œuvre du DSRP2 ;**
- 5. Les priorités et Besoins en financement du DSRP2 et de la SCA ;**
- 6. Les annonces de contributions.**

Chaque session thématique a fait l'objet d'une présentation de 15 à 25 minutes par un expert du Gouvernement avec comme modérateurs et Intervenants des Représentants des partenaires extérieurs.

Les discussions autour de chaque thématique ont permis aux participants d'identifier les forces et opportunités ainsi que les contraintes relatives aux stratégies et mécanismes de mise en œuvre, de suivi-évaluation ainsi que les perspectives d'action pour l'avenir.

Dans ce cadre les participants ont unanimement salué la qualité des documents préparatoires fournis par le Gouvernement à travers ses différents services compétents, le cadrage macro-économique et budgétaire proposé, le dispositif de pilotage etc... A cet effet, un accent particulier a été mis sur :

- **L'évaluation du DSRP1 (2003-2005)**
- **Le Plan d'Action pour la Mise en œuvre de l'Agenda** de la Déclaration de Paris.
- **L'Arrangement Cadre pour l'Appui Budgétaire (ARCAB)** qui est un mécanisme nouveau de promotion concertée de l'appui budgétaire non ciblée à verser au Trésor public.
- **Le Schéma Directeur de la Statistique** avec son volet **Enquête de Suivi de la Pauvreté** qui se veut désormais annuelle.
- **La Matrice Commune d'Intervention**
- **Le Plan Directeur sur la Mobilisation des Ressources fiscales**
- **L'émergence des cadres de dépenses sectorielles à moyen terme qui devait passer de 07 à 12 Ministères.**

Au vu de toutes ces Initiatives documentées et de leur claire vision sur les perspectives de développement Humain, de lutte contre la pauvreté et d'atteinte des OMD à travers une volonté réelle du Gouvernement de faire de la concertation et du dialogue des politiques des principes directeurs et des modes opératoires permanents et systématiques, les bailleurs de fonds, malgré leurs préoccupations

légitimes sur certaines mesures ou tendances **ont eu à faire des annonces de contribution jamais égalées** d'un montant de **2492 mds F CFA** dépassant de **600 Mds F CFA** les besoins en financement du DSRP et de la SCA.

Le tableau ci-joint décrit les financements en cours et en perspective prévus par les partenaires extérieurs.

Au cours de la cérémonie de clôture, Monsieur le Premier Ministre a, au-delà des annonces financières particulièrement élevées et qui illustrent parfaitement l'adhésion des partenaires extérieurs aux orientations stratégiques du Gouvernement, tenu à saluer l'engagement de ces derniers à s'investir de manière permanente dans les cadres de concertation et de suivi de la mise en œuvre des programmes retenus notamment le DSRP2 et la SCA.

Il a à cet effet, remercié au nom du chef de l'Etat son Excellence Maître Abdoulaye WADE tous les participants à cette rencontre, Bailleurs de fonds, Ministres et Experts sénégalais par leurs contributions pertinentes et multiformes à la réussite de Groupe consultatif.

Il a enfin pris la ferme décision de veiller personnellement au suivi de la mise en œuvre des engagements pris ensemble.

En marge des travaux et conformément du reste à l'agenda arrêté, une session axée sur les « **discussions et concertations de couloir** » a été organisée le jeudi 04 octobre 2007 entre 11 H 45 et 13 H 00.

Des rencontres ultérieures sont prévues pour harmoniser les points de vue et dégager des axes d'intervention conformes aux domaines comparatifs de chaque partie prenante.